

AM\_PM\_2024-04-11.CHIEN\_DANGEREUX\_SUN

## **Arrêté prescrivant l'évaluation comportementale de l'animal dénommé SUN**

La Maire de la Ville de Nantes,

Vu la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection contre les chiens dangereux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment ses articles L211-11 et suivants,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment ses articles L131-1 et L132-7,

Vu l'arrêté municipal du 13 octobre 2020, rendu exécutoire le 15 octobre 2020, relatif à la gestion des animaux sur l'espace public,

Considérant le fait de morsure survenu le 15 octobre 2023 dont a été victime l'enfant GARNIER Ilou, née le 28 juillet 2018, ayant nécessité son admission aux services d'Accueil et d'Urgences Pédiatriques,

Considérant que l'animal mordeur a été identifié comme étant le chien dénommé Sun, détenu par Madame PATILLAS-NAVAS Cléo, demeurant 4 rue de Belleville à Nantes,

Considérant que les informations relevées sur le site de l'Identification des Carnivores Domestiques (I-CAD) indiquent que le propriétaire de l'animal est la SPA « Grammont », sise 30 avenue du Général De Gaulle à Gennevilliers (92),

Considérant le résultat de la diagnose effectuée par le docteur vétérinaire Gilles CHAUVIN le 22 mars 2022, concluant que le chien dénommé Sun n'appartient pas à une race catégorisée,

Considérant qu'il convient de mettre en œuvre le protocole relatif aux chiens mordeurs, tel qu'il est prévu par la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux,

Considérant qu'il appartient au Maire de prendre toutes dispositions utiles pour garantir la sécurité et la tranquillité publique,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Nantes,

### **ARRÊTE**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Madame PATILLAS-NAVAS Cléo, détentrice du chien dénommé Sun, d'apparence raciale Staffordshire Terrier Américain, né le 15 septembre 2019 et identifié par transpondeur numéro 250268780136504, est mise en demeure, dès notification du présent arrêté, de soumettre l'animal à une évaluation comportementale. Cette évaluation, dont le résultat est communiqué au maire, est réalisée par le vétérinaire de son choix parmi ceux inscrits sur une liste départementale.

## Article 2

Madame PATILLAS-NAVAS Cléo devra en outre veiller à ce que le dit animal soit tenu en laisse et porteur d'une muselière en tous lieux de la voie publique, conformément à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté municipal référencé 2020/01-DTP relatif à la gestion des animaux sur l'espace public.

## Article 3

En cas d'inexécution constatée des mesures prescrites, l'animal pourra être placé dans un lieu de dépôt adapté à l'accueil et la garde de celui-ci conformément à l'article L211-11 du code rural et de la pêche maritime, soit à la fourrière animale de Carquefou au lieu-dit La Trémouille.

Madame la Maire autorisera le gestionnaire du lieu de dépôt, après avis d'un vétérinaire mandaté par la Direction Départementale de la Protection des Populations, soit à faire procéder à l'euthanasie de l'animal, soit à en disposer dans les conditions prévues au II de l'article L. 211-25 du Code Rural et de la Pêche Maritime (cession à titre gratuit de l'animal à une fondation ou association de protection des animaux).

## Article 4

Les frais afférents aux opérations de capture, de garde et éventuellement d'euthanasie du chien désigné ci-dessus, seraient intégralement à la charge de Madame PATILLAS-NAVAS Cléo.

## Article 5

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur et commence à courir du jour ou la présente décision à été notifiée.

## Article 6

Le présent arrêté sera notifié à Madame PATILLAS-NAVAS Cléo.

## Article 7

M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Nantes le 11 avril 2024

Pour Madame la Maire  
L'Adjoint délégué



Bassem ASSEH

Pour Madame la Maire, l'Adjoint délégué certifie le caractère exécutoire du présent arrêté, transmis en Préfecture le 11 avril 2024.